Cahier de doléances du Tiers Etat d'Oroix (Hautes Pyrénées)

Cahier des remontrances et doleance de la Communauté DoroiX deliberées & arretees en pleine assemblee le 31 mars 1789 pour ettre remises par la voye de ses deputés a ceux qui le seront aux etats Generaux

En 1^{er} lieu que toutes les impositions royales & charges publiques quelconques soient generalement & indistinctement supportées par tous les ordres des citoyens proportionnellement aux & facultés de chacun

En 2^e lieu le retour periodique des etats Generaux

En 3^e lieu une nouvelle constitution des etats de province fondée sur les principes de celle du Dauphiné & ou les Communautés des campagnes ayent une juste representation

En 4^e lieu l'opinion¹ par tete tant aux etats Generaux que provinciaux

En 5^e lieu que le Tiers etat soit admis a choisir librement & exclusivement son syndic & communement avec les autres ordres, un receveur ou tresorier ou prabbair² ou par abonnement une suffisente caution

En 6^e lieu la suppression des haras & etalons particuliers comme aussi onereux aux communautés que contraires au Sdut³ de leur etablissement car les particuliers n'étant pas libres a legard de la destination de leurs juments dont un inspecteurs dispose a sa fantaisie ce qui est attentoire au droit de prpropriété ils se degouttent de cette branche deconomie, dou resulte la diminution si frappante des chevaux a laqu'elle on ne remediera jamais que par le retour de la liberte qui sera toujours laine de tout commerce

En 7^e lieu labolition des milices si préjudiciables a lagriculture & si funeste au repos des familles

En 8^e lieu labolition des corvees seigneurialles & autres droits personnels qui comme des restes de servitude blessent essentiellement la dignité de l'homme et aneantissent la prerogative la plus pretieuse comme la plus chere aux français qui est dettre libres & affranchis de tout joug avilissant & tirannique

En 9^e lieu la suppression du droit de prelation comme extremement nuisible a linteret des familles au bien de lagriculture a la liberté du commerce

1° a linteret des familles parceque des circonstances pressentes exigeant sur tout dans les annees calamiteuses des secours momentanés necessitent vendre a vil prix des objets qu'elles reprendraient dans le cours de lannee mais dont elles sont privées par lexercice du droit de prelation si propre a favoriser un honteux & injuste trafic par des reventes lucratives ou par des cessions en faveur des protegés

¹ le vote

² ??

³ ??

2° au bien de l'agriculture parce que les acquereurs ne pouvant pas compter sur leurs acquisitions dont nombre des seigneurs se refusent pendant plusieurs années de leur en donner l'investiture, négligent les améliorations dont elles seraient susceptibles

3° à la liberté du commerce parce que le droit de prelation, en éloignant la concurrence nuit à vendeur de même qu'aux ménagers qui désireraient l'occasion de placer le fruit de leurs économies sur les objets de leur convenance si les privilèges seigneuriaux n'y mettaient souvent obstacle

10° que les communautés soient autorisées à nommer elles même & leurs consuls, soit parce qu'il ne convient pas que les seigneurs nomment les administrateurs d'un corps avec lequel ils ont souvent des intérêts opposés soit parce qu'il est indécent dans les cas où les seigneurs ne résident pas que ces nominations soient faites par leurs domestiques ou leurs agents peu compétants pour juger du mérite des sujets

11° que le nombre des charges & droits extraordinairement & insolites s'étant introduits par la seule force & autorité des seigneurs à la faveur de la faiblesse & ignorance de leurs vassaux les premiers soient tenus de justifier le fondement de ces droits par la concession de quelque avantage puisqu'il ne peut s'établir des charges d'un côté qu'en considération d'un dédommagement ou cessions avantageuse d'un autre & dans le cas de la justification des pareilles concessions les habitant puissent se redimer de ces charges par le remboursement du capital

12° que les deniers royaux soient du bureau des provinces directement versés au trésor royal

13 la liberté de pacager sur les incultes landes communes des territoires voisins comme absolument nécessaire à l'éducation & nourrissement de bestiaux si indispensables pour l'agriculture en faveur des communautés qui en jouissent par des titres exécutés jusqu'à l'édit de parcours si préjudiciable pour elles

14° la restitution de la portions des dîmes consacrées par les onéreux canons & ordonnances du royaume à la répartition des églises & la subsistance des pauvres

15° la suppression des abbayes, prieures, archidiaconats comme parfaitement inutiles à la religion de même qu'à l'état & dont les richesses immenses pourraient être employées à d'utiles fondations ou rétablissement du patrimoine des pauvres ou à la diminution de la quote de la dime si accablante pour les peuples

16° la suppression du double fiefs que les habitants paient au seigneur environ trente six ans sans le savoir par quels titres fait le recouvrement et qu'il fait payer aux habitants par faiblesse pour n'avoir pas eue la commodité de poursuivre un procès contre le seigneur et à quelque particulier faire payer une quantité de froment sans savoir par quel titre

17° la suppression d'un fiefs que le seigneur fait payer à un particulier d'une surprise de bétails trouvés dans un de ses marais et que le particulier ne fut en état de se défendre en justice contre le seigneur et que ces fiefs est de deux mesures d'avoine, deux mesures seigle, et une paire de poules par année

18° La suppression du fiefs que la communauté paie annuellement au seigneur à l'égard de la maison presbytériale sans savoir par quels titres le seigneur fait le recouvrement desdits fiefs et même la suppression des fiefs des feux morts que le seigneurs en fait payer plusieurs habitants